

Pour diffusion immédiate

## Rapport du directeur de santé publique de Montréal 2015 **Des logements salubres et abordables : une question de santé publique pour les Montréalais**

*Montréal, le 14 septembre 2015.* Sur l'île de Montréal, 210 000 ménages locataires doivent consacrer plus de 30 % de leur revenu au paiement de leur loyer. En 2014, près de 95 000 d'entre eux ont souffert d'insécurité alimentaire et plus de 50 000 n'ont pas eu assez de nourriture à cause d'un manque d'argent, révèle le Rapport du directeur de santé publique de Montréal, *Pour des logements salubres et abordables*, rendu public aujourd'hui lors du Forum montréalais sur le logement et la santé. « Le problème d'accès à des logements abordables empêche des milliers de Montréalais de se nourrir adéquatement. Des solutions doivent être rapidement mises de l'avant, car une alimentation déficiente peut mener à de nombreux problèmes de santé comme le diabète, l'hypertension, les maladies cardiovasculaires, l'obésité et plusieurs cancers » soutient le Dr Richard Massé, directeur de santé publique de Montréal.

### **Le point sur l'accès à des logements abordables**

Dans son rapport, le directeur fait le point sur l'accès à des logements abordables, notamment pour les familles montréalaises. Au cours des quinze dernières années, la situation semble s'être détériorée : le coût des logements de 3 chambres à coucher, par exemple, a connu une hausse de 38 % tandis que l'inflation se situait à 28 % pour la même période. En 2014, le taux d'inoccupation des logements de 3 chambres à coucher à moins de 700 \$ par mois était près de 0 % sur l'île de Montréal, une situation difficile pour les familles à faible revenu qui ont plusieurs enfants.

### **L'état de salubrité du parc locatif**

Le Rapport révèle qu'en 2014, près de 30 % des ménages montréalais avaient au moins un problème d'insalubrité dans leur logement. Plus de 20 % avaient de la moisissure apparente ou des traces d'infiltration d'eau; 9 %, des rongeurs (souris ou rats); 3,4 %, des punaises de lit et 3,3 %, des coquerelles. Les ménages locataires sont plus affectés par les problèmes d'insalubrité : près de 30 % d'entre eux ont rapporté avoir des moisissures apparentes ou des traces d'infiltration d'eau dans leur logement, une proportion trois fois plus grande que celle des ménages propriétaires (11 %).

### **Les effets sur la santé**

Le manque d'accès à des logements salubres et abordables a des effets sur la santé et le bien-être. L'insécurité alimentaire vécue par les milliers de ménages qui n'ont pas accès à des logements abordables peut entraîner des carences alimentaires et mener à une mauvaise santé mentale et physique, tant chez les adultes que chez les enfants. Ces derniers peuvent également voir leur

développement physique compromis à long terme et même souffrir d'un surplus de poids. De plus, la présence de facteurs d'insalubrité, comme la moisissure, l'humidité excessive ou la vermine est associée au développement ou à l'aggravation de maladies respiratoires telles que l'asthme, la rhinite allergique ou les infections respiratoires. Ainsi, sur l'île de Montréal, 5 000 enfants souffrent d'asthme en lien avec des problèmes d'humidité excessive ou de moisissures dans leur logement.

### **Les particularités montréalaises**

Selon les données du Rapport, l'île de Montréal se distingue de l'ensemble de la province par divers aspects et fait face à de nombreux défis : un nombre plus élevé de ménages vivant sous le seuil de faible revenu (26 % vs 15 %); une proportion de locataires plus grande (61 % vs 39 %); une proportion de familles avec enfants qui consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement près de deux fois plus importante (29 % vs 17 %); une plus grande proportion de logements bâtis il y a plus de 50 ans (42 % vs 28 %).

### **Les recommandations aux différents paliers de gouvernement**

Dans son rapport, le Dr Massé recommande un réinvestissement du gouvernement fédéral dans les programmes de logements sociaux et communautaires. Il rappelle que le Canada est le seul pays de l'OCDE à ne pas avoir de stratégie nationale globale en habitation. Il souhaite par ailleurs que le Québec se dote d'une politique nationale de l'habitation en partenariat avec les villes qui permettrait d'investir dans les logements sociaux et communautaires destinés aux familles et d'instaurer des programmes d'aide à la rénovation des logements privés. Le directeur recommande également que l'ensemble des municipalités de l'île de Montréal adopte des règlements sur la salubrité des logements et que celles qui possèdent déjà de tels règlements améliorent leur pratique, notamment en allouant les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires à l'application de ces règlements.

### **Les engagements du directeur de santé publique**

De son côté, le directeur maintiendra une équipe régionale spécialisée pour intervenir sur la question du logement. Il incitera le réseau de la santé et des services sociaux à accorder la priorité aux enjeux liés au logement dans les interventions auprès des populations vulnérables. Il accompagnera la Ville de Montréal dans la réalisation de son Plan d'action de lutte à l'insalubrité des logements et soutiendra l'implantation des interventions en matière d'habitation proposées dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de l'île de Montréal.

Pour consulter le [rapport « Pour des logements salubres et abordables »](#) et le [rapport synthèse](#).

-30-

Source : Direction régionale de santé publique  
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Information : Marie Pinard : 514 528-2400, poste 3471  
Relations médias : 514 762-2777, poste 53291